

Accord collectif

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS
ET ENTREPRISES AGRICOLES**

(Alsace)

(30 juin 2009)

AVENANT N° 1 DU 15 OCTOBRE 2009
À L'ACCORD DU 30 JUIN 2009 RELATIF AUX FRAIS DE SANTÉ

NOR : AGRS1097088M

Entre :

La FDSEA du Bas-Rhin ;

La FDSEA du Haut-Rhin ;

La fédération des maraîchers d'Alsace ;

L'association des viticulteurs d'Alsace ;

Le syndicat des pépiniéristes viticoles ;

Le groupement des producteurs négociants du vignoble alsacien ;

L'association des fermes-auberges du Bas-Rhin ;

L'association des fermes-auberges du Haut-Rhin ;

Le syndicat des horticulteurs du Bas-Rhin ;

Le syndicat des horticulteurs du Haut-Rhin ;

Le syndicat des pépiniéristes d'Alsace ;

Les entrepreneurs des territoires du Bas-Rhin ;

Les entrepreneurs des territoires du Haut-Rhin ;

La COOP de France-Alsace, section CUMA ;

Le groupement syndical des entreprises de travaux forestiers d'Alsace,

D'une part, et
L'UR CFDT d'Alsace ;
L'UR CFTC d'Alsace ;
L'UD CGT-FO du Bas-Rhin ;

Le syndicat des cadres d'exploitations agricoles, sections du Bas-Rhin et du Haut-Rhin,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} de l'accord régional du 30 juin 2009 portant sur la mise en place d'un régime d'assurance complémentaire frais de santé des salariés non cadres des exploitations et entreprises agricoles d'Alsace et relatif au champ d'application professionnel et territorial est ainsi annulé et remplacé par :

« Le présent accord s'applique de manière obligatoire à l'ensemble des employeurs et des salariés non cadres des exploitations et entreprises agricoles relevant des activités agricoles définies ci-après :

- polyculture-élevage ;
- élevages spécialisés ;
- viticulture ;
- pépinières viticoles ;
- maraîchage ;
- cultures spécialisées y compris l'horticulture et les pépinières non viticoles ;
- activités connexes ayant pour support l'exploitation agricole dirigées par l'exploitant agricole en vue de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production ;
- les structures d'accueil touristique situées sur l'exploitation ou dans les locaux de celle-ci ;
- travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers ;
- CUMA. »

Article 2

L'article 5 de l'accord régional du 30 juin 2009 relatif aux demandes de dispense d'affiliation est ainsi annulé et remplacé par :

« Ont la possibilité de solliciter une dispense afin de ne pas souscrire au présent régime les salariés se trouvant dans l'un des cas ci-après.

1. Les salariés bénéficiant déjà, au jour de l'entrée en vigueur du présent accord, d'une couverture complémentaire frais de santé collective obligatoire pour un niveau de prestations supérieur, en qualité d'ayant droit de leur conjoint, concubin ou partenaire d'un Pacs.

2. Les bénéficiaires de la CMU-C ou de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé visée à l'article L. 863-1 du code de la sécurité sociale. La dispense d'affiliation vaut jusqu'à l'échéance du contrat individuel.

3. Les salariés bénéficiant d'une couverture obligatoire du fait d'une autre activité exercée simultanément et ne relevant pas du champ d'application du présent accord.

4. Les salariés à temps partiel dont la durée de travail est inférieure à un mi-temps et n'ayant qu'un seul employeur, ainsi que les apprentis, si la cotisation qu'ils doivent acquitter au titre de la complémentaire santé est supérieure à 10 % de leur rémunération.

La mise en œuvre d'un de ces cas de dispense ne peut avoir lieu que sur demande expresse de la part du salarié concerné, qui devra produire chaque année les justificatifs permettant de vérifier les conditions de la dispense.

Au jour de l'entrée en vigueur du présent accord, les salariés concernés doivent faire leur demande d'exclusion par écrit adressée à l'employeur avant la fin du premier mois d'application de l'accord, en joignant les justificatifs de leur situation.

Après l'entrée en vigueur de l'accord, la demande d'exclusion doit être faite par écrit à l'employeur au plus tard avant la fin du premier mois qui suit celui de l'obtention de la condition de 1 an d'ancienneté.

Si le salarié ne remplit plus les conditions de dispense d'affiliation il doit en informer l'employeur.

La dispense prend fin en cas de modification de la situation du salarié ne lui permettant plus d'en justifier les conditions, en cas de non-renouvellement annuel des justificatifs ou à sa demande ; il doit alors obligatoirement cotiser à l'assurance complémentaire santé à compter du mois civil suivant.

Dans les cas d'exclusion ou de dispense précités, les cotisations correspondantes ne sont dues ni par le salarié ni par l'employeur. »

Article 3

Les autres articles et conditions de l'accord régional du 30 juin 2009 restent inchangés.

Article 4

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2010.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 6

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et 5 autres exemplaires seront déposés à la direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Alsace.

Fait à Colmar, le 15 octobre 2009.

(Suivent les signatures.)